

1-2 EDOUARD VII, A. 1902

1836.
13 avril,
Downing
Street.

Stephen à Ryerson. Il expose les objections que trouvent les officiers en loi de la Couronne à la charte projetée de l'Académie du Haut-Canada ; les aviseurs légaux recommandent que par l'Acte certaines personnes soient nommées comme demandant l'établissement en société et que la continuation en soit maintenue par un corps reconnu ou un fonctionnaire spécial.

Page 274

15 avril,
Londres.

Ryerson à Stephen. Il discute les objections que soulèvent les officiers en loi de la couronne contre l'acte destiné à constituer en compagnie l'Académie Cobourg.

337

Inclus. Constitution d'un "Séminaire d'éducation qui doit être établi sous la direction de la conférence de l'Eglise méthodiste wesleyenne du Canada."

351

20 avril,
Downing
Street.

Lettre non signée à Ryerson. Il a reçu la lettre où il propose les moyens de prévenir les objections des officiers en loi relativement à l'Acte constituant en société l'Académie du Haut-Canada. Glenelg a donné avis aux officiers en loi de lui accorder une entrevue dans laquelle ils pourraient chercher s'il n'existe pas de moyens légaux par lesquels il atteindrait son but. Glenelg serait content de voir les obstacles levés.

353

22 avril,
Downing
Street.

Lettre non signée à Ryerson. Glenelg ne se sent pas libre d'abandonner la décision qu'il a prise au sujet de la demande de subvention de l'Académie Cobourg. Il transmet la copie de la réponse faite par Ripon à ce sujet, en 1832, à la Société Wesleyenne.

319

23 avril,
Toronto.

Hopkins à Joseph. Inclus dans l'envoi d'un anonyme à Head, le 18 juin 1836.

25 avril,
Eckington.

Mémoire de Joseph Hutton exposant la cause des dispositions séditions des deux provinces qu'il attribue aux ambitions de deux avocats qui désirent les positions de juge en chef ou autres fonctions semblables. Papineau dans le Bas-Canada et Bidwell, qui se sert comme agent d'un imprimeur déchu, McKenz'e, dans le Haut-Canada. Accorder cela ne servirait qu'à soulever une multitude de protestants qui seraient prêts à recommencer les mêmes manœuvres pour obtenir de semblables avantages. Le plus sérieux grief du Haut-Canada consiste dans le besoin d'un port d'entrée. On pourrait y remédier en établissant un bureau de douanes sur une petite île, entre Montréal et Laprairie. Difficulté que rencontre le projet d'unir les deux provinces.

18

26 avril,
Downing
Street.

Lettre non signée à Head. Mémoire reçu de Talbot au sujet de la colonisation, apparemment parce qu'il prévoyait quelque plainte. S'il en était fait, Talbot peut être convaincu qu'aucune détermination ne sera prise sans que son mémoire n'ait été examiné.

494

27 avril,
Toronto.

Rolph à Glenelg. Il parle de sa nomination à la position de conseiller exécutif et de sa démission. Il ajoute une copie imprimée de la lettre de Baldwin à Perry où se trouvent les détails.

206

(La copie de la lettre imprimée est dans le volume 389).

30 avril,
Toronto.

Hopkins à Glenelg. Il transmet les documents relatifs à son affaire. Il ne peut pas trouver de copie des témoignages rendus devant le comité, mais il envoie les noms des témoins.

21

30 avril,
Downing
Street.

Lettre non signée au procureur général. Il lui demande d'accorder une entrevue à Ryerson au sujet du projet de constitution en société de l'Académie du Haut-Canada. Le gouvernement de Sa Majesté est désireux de se rendre au désir des requérants.

354

Avril (?),
Londres.

Thornley à Grey. Il demande à Head une lettre en faveur de John Langton, de Liverpool.

495

7 mai,
Londres.

Ryerson à Glenelg. Il signale les erreurs qu'il considère avoir été commises par Head au sujet du Conseil exécutif et il expose ce qui aurait dû être fait. Le ton indigne des réponses soulèvera les préjugés du peuple contre Head. Habilité de Head. L'excitation de son esprit a excédé le calme de son jugement. Il prétend que la nomination des conseillers actuels